

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec
II- Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 14, Number 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701471ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701471ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Galarneau, H. (1983). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec : II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 14(1), 159–164. <https://doi.org/10.7202/701471ar>

La Commission Brandt à Ottawa

12 au 15 décembre:

La Commission indépendante sur les problèmes de développement international – la Commission Brandt – se réunit à Ottawa pour discuter des mesures d'urgence nécessaires pour relancer l'économie par le biais de la coopération entre pays riches et pays pauvres.

Nominations diplomatiques

mi-octobre:

Le Journal *The Globe and Mail* rapporte la nomination de M.R. David Jackson au poste d'ambassadeur au Liban, également accrédité auprès de la Syrie, et celle de M. Frederic G. Livingston au poste de haut-commissaire au Ghana, accrédité aussi auprès du Togo.

début novembre:

Le bureau du Premier ministre annonce la nomination de M. Donald Jamieson au poste de haut-commissaire en Grande-Bretagne. Ancien ministre fédéral, M. Jamieson succède à Mme Jean Wadds, nommée en 1979 par le gouvernement conservateur de Joe Clark.

II — Les Relations extérieures du Québec

(octobre à décembre 1982)

A — Aperçu général

L'automne a été marqué par le passage au Québec de trois hommes d'État étrangers venus au Canada, les présidents Constantin Caramanlis de Grèce, Sékou Touré de Guinée et Zia ul-Haq du Pakistan. La venue des deux derniers a fait l'objet de protestations du côté de la presse et du groupe Amnistie internationale qui ont dénoncé la répression pratiquée dans ces pays. Alors qu'un ministre québécois se rendait en mission économique dans le sud des États-Unis, plusieurs ministres étrangers séjournaient au Québec: le ministre français de l'Éducation, le ministre marocain du Commerce, le ministre égyptien des Affaires étrangères et le ministre-président de la Communauté française de Belgique. Les liens entre le Québec et les communautés belges continuaient ainsi à s'institutionnaliser, cette fois avec la Communauté française, après la venue de membres de la Communauté flamande au printemps. Enfin, le Québec, qui avait depuis le trimestre précédent son ministre du Commerce extérieur, se dotait maintenant d'un ministère du Commerce extérieur.

B — Les politiques commerciales

À l'automne, le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Jacques-Yvan Morin, a effectué une tournée québécoise dans le but d'expliquer à la population le rôle des délégations du Québec à l'étranger et d'inciter industriels et hommes d'affaires à se tourner vers les marchés extérieurs. Un dossier préparé par le ministère des Affaires intergouvernementales et remis à la presse à cette occasion chiffre à environ \$15 millions le coût de la représentation québécoise à l'étranger pour ce ministère, ce qui ne comprend pas les traitements et salaires des conseillers économiques, commerciaux et d'immigration, qui dépendent d'autres ministères. Le même dossier rapporte qu'en 1981, les exportations québécoises vers les États-Unis se sont élevées à \$10,3 milliards – soit 34 % du total des exportations –, à \$400 millions vers le Japon, \$300 millions vers la France, \$200 millions vers l'Italie et \$300 millions vers le Venezuela et le Mexique réunis¹.

1. Rodolphe MORISSETTE, *Le Devoir*, 16 octobre 1982, p. 3.

Le 18 novembre, le projet de loi 89 créant le ministère du Commerce extérieur était déposé à l'Assemblée nationale et devait être sanctionné le 16 décembre. Avec 175 employés, le ministère disposera d'un budget de \$8.5 millions pour sa première année. Le titulaire du ministère, M. Bernard Landry, nommé depuis le mois de septembre, déclarait alors que son objectif serait de « faire en sorte que dans deux ans, l'exportateur québécois soit en meilleure position que tout autre au Canada »². M. Landry ajoutait qu'en 1981, les exportations québécoises s'étaient chiffrées à \$30,8 milliards, ce qui comprend les envois à destination du marché canadien. Le ministre espère doubler le nombre d'entreprises québécoises qui vendent leurs produits à l'étranger, qui est actuellement environ de 1,500.

Du côté du secteur agro-alimentaire, le Québec tente également d'augmenter les exportations. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Jean Garon, estimait possible que les exportations agro-alimentaires québécoises à l'extérieur du Canada atteignent les \$2 milliards en 1984. Ces exportations sont passées de \$413 millions en 1976 à \$1.2 milliard en 1981³.

C — Le Québec et les États-Unis⁴

Au début du mois de décembre, le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, M. Gérald Godin, effectuait une tournée dans quelques villes de la Floride et se rendait également à Atlanta, en Georgie. Il remplaçait le ministre des Affaires intergouvernementales, retenu à Québec.

À Miami, le ministre Godin a participé à la sixième conférence annuelle sur le commerce, l'investissement et le développement des Caraïbes, organisée par la *Caribbean-Central American Action*, en collaboration avec le Département d'État américain et le Bureau des Affaires interaméricaines. Cette conférence réunissait le vice-président américain, plusieurs premiers ministres des Caraïbes et d'Amérique centrale, des hommes d'affaires de la région et des représentants d'organismes internationaux⁵.

M. Godin a également rencontré le gouverneur de la Floride, M. Bob Graham, avec qui il a discuté de la participation éventuelle de la compagnie Bombardier à un projet de train à haute vitesse. La Floride étudie en effet la possibilité de se doter de trains à haute vitesse et, outre le Canada, a invité la France, le Japon, l'Angleterre et l'Allemagne à lui soumettre des propositions à ce sujet. Le vice-président au transport en commun de Bombardier, M. Raymond Royer, qui faisait partie de la délégation québécoise, a lui aussi rencontré M. Graham⁶.

Invité d'honneur à un dîner donné par le journal *Orlando Sentinel*, le ministre Godin a eu l'occasion de s'adresser à des banquiers et des hommes d'affaires de la région d'Orlando. Il leur a retracé l'évolution du Québec depuis les années soixante, soulignant le rôle joué par l'Hydro-Québec, la Caisse de dépôt et de placement et l'industrie des pâtes et papiers dans le développement de l'économie du Québec. Le journal *Orlando Sentinel* a des parts dans une compagnie des pâtes et papiers québécoise⁷.

2. Michel DAVID, *Le Soleil*, 19 novembre 1982, cité par *L'Argus*, 19 novembre 1982, p. 16.

3. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 24 novembre 1982, p. 17, et 6 novembre 1982, p. 11.

4. Pour une analyse des relations économiques entre le Québec et les États-Unis, voir l'article de Bernard BONIN, *Le Devoir*, 5 janvier 1983, p. 13.

5. *La Presse*, 6 décembre 1982, cité par *L'Argus*, 6 décembre 1982, p. 6.

6. Pierre TOURANGEAU, *La Presse*, 7 décembre 1982, cité par *L'Argus*, 7 décembre 1982, p. 9; *Le Devoir*, 7 décembre 1982, p. 3.

7. *Le Journal de Québec*, 9 décembre 1982, cité par *L'Argus*, 9 décembre 1982, pp. 3-4.

À Atlanta, le ministre Godin a rencontré, au *World Trade Club*, un groupe d'hommes d'affaires qui doivent se rendre en mission à Montréal en avril 1983. Par la suite, il s'est adressé à plus de 170 représentants du monde des affaires qui s'étaient rendus à l'invitation du *World Trade Club*, de la Chambre de commerce d'Atlanta et de la *Canadian-American Society*⁸.

D — Le Québec et l'Europe occidentale

1 — LA BELGIQUE

Le ministre-président de la Communauté française de Belgique, M. Philippe Moureaux, effectuait une visite officielle au Québec au début du mois de novembre. À cette occasion, le Québec et la Communauté française de Belgique concluaient un accord sur les affaires sociales et la culture, signé par MM. Moureaux et Jacques-Yvan Morin. D'une durée de cinq ans, l'accord a pour but le développement des relations entre les deux gouvernements dans les domaines suivants: l'éducation, la formation professionnelle, la culture, la santé, l'aide aux personnes et la recherche scientifique. Estimant leur présence « indispensable à l'équilibre et au développement des relations francophones internationales », les deux parties ont également pris la décision de « coordonner leur action dans les différentes organisations internationales en vue de rendre plus efficace la coopération culturelle multilatérale. »⁹

L'accord crée également une Commission permanente Québec-Communauté française de Belgique chargée de la mise en oeuvre de l'accord. La Commission, qui doit se réunir une fois l'an, tenait sa première réunion le jour même de la signature de l'entente, en présence du délégué général du Québec en Belgique, M. Jean-Paul L'Allier. M. Moureaux a souligné l'importance de l'accord pour la Communauté française de Belgique, qui conclut ainsi son premier accord direct avec une autre entité depuis l'obtention de son autonomie.

Enfin, une délégation de la Communauté française de Belgique et de la région wallonne était inaugurée à Québec, le 5 novembre, en présence du premier ministre, M. René Lévesque. La délégation Wallonie-Bruxelles constitue à la fois la première délégation d'un gouvernement régional à s'installer au Québec et la première représentation officielle conjointe à l'étranger de la Communauté française de Belgique et de la région wallonne¹⁰.

2 — LA FRANCE

Le ministre français de l'Éducation, M. Alain Savary, était en visite officielle au Québec du 30 septembre au 5 octobre, à l'invitation de son homologue québécois, M. Camille Laurin. Il a participé à de nombreuses séances de travail sur la coopération entre les deux États et a visité des institutions d'enseignement. Les projets de réforme scolaire du Québec et de la France ont également fait l'objet de discussions.

Le communiqué final de la visite, émis par les deux ministres, exprime la volonté des deux parties de poursuivre la coopération dans le domaine de l'éducation, et surtout de la rendre plus efficace et d'en assouplir les mécanismes. Reconnaisant tous deux qu'il faudra prendre, suivant les termes employés par M. Laurin, « une approche plus sélective pour privilégier l'essentiel », et « faire mieux avec moins » dans ces temps de compression des dépenses, les ministres se sont entendus sur un certain nombre de domaines où ils souhaitent intensifier leur action, définis ainsi dans le communiqué:

8. *Le Devoir*, 10 décembre 1982, p. 3.

9. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 4 novembre 1982, p. 4.

10. *Le Devoir*, 6 novembre 1982, p. 7.

l'informatique dans l'éducation, l'enseignement du français, l'adaptation des enseignements techniques et professionnels aux besoins nouveaux, la prise en considération de l'expérience du Québec en matière d'enseignement collégial, et, dans la coopération universitaire, le maintien des équilibres entre les sciences humaines, les sciences de la matière et de la vie ainsi qu'entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée¹¹.

Dans ces domaines, la coopération se fera sous forme d'échanges entre les responsables des dossiers des deux administrations, ou entre des chefs d'établissements¹².

3 — LA GRÈCE

Le président de la Grèce, M. Constantin Caramanlis, était de passage au Québec à la mi-octobre, au cours d'un séjour au Canada. Accueilli par le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, M. Gérard Godin, M. Caramanlis était également reçu à déjeuner par le Premier ministre du Québec. Le président a enfin rencontré les membres de la communauté grecque montréalaise¹³.

4 — LE PAYS DE GALLES

Le secrétaire d'État pour le pays de Galles au Parlement britannique, M. Nicholas Edwards, était à Montréal le 1^{er} octobre. Un déjeuner-causerie avait été organisé à cette occasion par le consulat britannique et la *Welsh Development Corporation*, auquel assistait le sous-ministre adjoint à l'Office québécois du Commerce extérieur, M. Christian Latortue. M. Edwards, faisant un rapprochement entre les communautés québécoise et galloise, deux régions bilingues dans un ensemble anglophone, a invité les hommes d'affaires québécois à développer leurs relations économiques avec le pays de Galles. Au cours de son passage au Québec, M. Edwards, s'est aussi entretenu avec le ministre du Commerce extérieur, à M. Bernard Landry¹⁴.

E — Le Québec, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

À l'automne, des représentants de trois pays arabes sont passés au Québec. Le 12 octobre, le ministre marocain du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme était reçu par le ministre du Commerce extérieur, M. Bernard Landry¹⁵. M. Landry rencontrait également en novembre le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Égypte, M. Kamal Hassan Aly, qui était à Québec. Le ministre égyptien s'est aussi entretenu avec le président de l'Assemblée nationale, M. Claude Vaillancourt¹⁶. Enfin, des parlementaires algériens, à la suite d'une visite au Canada, se rendaient à Québec à la mi-novembre, où ils étaient reçus à l'Assemblée nationale¹⁷.

Le congrès de l'Association des universitaires arabo-américains se tenait à Montréal à la fin octobre. Le ministre des Affaires intergouvernementales y prononçait un discours dans lequel il réitérait l'intérêt que porte son gouvernement à la cause palestinienne et au droit d'Israël de vivre en paix au sein de frontières sûres. M. Jacques-Yvan Morin a répété qu'il considérait la formation d'un État palestinien comme l'aboutissement normal d'un processus de paix au Moyen-Orient¹⁸.

11. Jean-Pierre PROULX, *Le Devoir*, 5 octobre 1982, p. 3.

12. *Idem.*, p. 3.

13. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 42 (10 novembre 1982), p. 3.

14. *Le Devoir*, 6 octobre 1982, p. 16 et renseignements recueillis auprès de la direction des Communications du ministère des Affaires intergouvernementales du Québec.

15. Angèle DAGENAIS, *Le Devoir*, 13 octobre 1982, p. 13.

16. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 47 (15 décembre 1982), p. 3.

17. *Idem.*, p. 5.

18. Angèle DAGENAIS, *Le Devoir*, 25 octobre 1982, p. 2.

F — Le Québec et l'Afrique (Sud du Sahara)

1 — LA GUINÉE

Le président de la Guinée, M. Ahmed Sékou Touré, était de passage au Québec au début de novembre, à la suite d'une visite officielle au Canada. Il était accompagné d'une délégation dont faisait partie son ministre de la Coopération internationale, M. Marcel Cros. À Montréal, le président a participé à un séminaire sur les affaires en Guinée, au cours duquel il a pu s'adresser à une centaine d'hommes d'affaires québécois qu'il a invités à investir dans son pays. Son passage au Canada et au Québec ayant été marqué par une campagne de presse dénonçant les violations systématiques des droits de la personne sous son régime, M. Sékou Touré a consacré une partie de son discours à cette question¹⁹.

Le président a été reçu à dîner à Québec par le premier ministre, M. René Lévesque. Il a visité les installations de l'Alcan à Arvida, l'Institut de recherches énergétiques du Québec à Varennes et les installations de Bombardier à Montréal. Le Québec s'intéresse aux projets d'aménagements hydro-électriques que s'appête à entreprendre la Guinée²⁰.

2 — LA HAUTE-VOLTA

Une Association Québec-Haute-Volta était créée à Montréal le 1^{er} octobre, en présence de l'ambassadeur de Haute-Volta à Ottawa, M. Corentin Ky. M. Jean-Marie Cossette a été nommé président de l'Association, dont les objectifs consistent en une meilleure connaissance entre les deux pays et au développement de liens économiques. M. Cossette et des hommes d'affaires québécois devaient par la suite se rendre en mission économique en Haute-Volta.

M. Ky, qui a déclaré que la Haute-Volta connaissait le Québec depuis longtemps par le biais des missionnaires québécois et du SUCO, a dit souhaiter que la nouvelle association ait bientôt son pendant en Haute-Volta²¹.

G — Le Québec et le Pakistan

Le président du Pakistan, M. Mohammed Zia ul-Haq, était de passage au Québec à la mi-décembre après un séjour officiel au Canada. Il a rencontré le ministre du Commerce extérieur qui lui a réitéré l'intérêt que porte le Québec au projet pakistanais d'exploitation d'une mine de cuivre. M. Landry avait déjà discuté de ce projet avec le ministre des Finances du Pakistan lors de sa venue au Québec en septembre. Le Québec espère participer à ce projet de \$500 millions et d'abord à sa première phase, évaluée à \$8 millions, qui porterait sur l'évaluation du potentiel minier du Baluchistan et auquel participerait également le gouvernement fédéral²².

19. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 5 novembre 1982, p. 2.

20. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 44 (24 novembre 1982), p. 3; André DIONNE, *Le Soleil*, 5 novembre 1982, p. B-3.

21. Angèle DAGENAIS, *Le Devoir*, 14 octobre 1982, p. 6.

22. Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 16 décembre 1982, p. 11; *La Presse*, 16 décembre 1982, cité par *L'Argus*, 16 décembre 1982, p. 12.

H — Chronologie thématique*

Séminaire des Nations Unies

du 10 décembre au 12 décembre:

Un séminaire des Nations Unies sur le rôle des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, se tient à Montréal. Organisé à la demande des Nations Unies par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale et le Conseil canadien pour la coopération internationale, il s'agit du sixième séminaire du genre organisé par l'ONU pour faire connaître au public sa condamnation du régime d'apartheid et de l'occupation de la Namibie, et pour révéler les liens économiques que continuent à entretenir certains pays avec l'Afrique du Sud, en violation des résolutions adoptées au Nations Unies à ce sujet.

Emprunts

fin octobre:

L'Hydro-Québec emprunte \$60 millions sur le marché euro-canadien, à un taux de 14 % par année sur dix ans.

mi-novembre:

L'Hydro-Québec emprunte \$100 millions (US) sur le marché de l'eurodollar, à un taux de 11.5 % par année.

mi-décembre:

Le gouvernement québécois emprunte 100 millions de francs suisses au taux de 5.75 %.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.